

## OPINION INDIVIDUELLE DE M. ALVAREZ

## I.

Je ne suis pas d'accord avec la Cour sur la méthode qu'elle a suivie pour arriver à émettre l'avis qui lui a été demandé par l'Assemblée générale des Nations unies.

La Cour a déduit de l'énoncé des conditions mises par l'article 4, alinéa 1, de la Charte à l'admission d'un État comme Membre des Nations unies que rien d'autre ne pouvait être allégué pour justifier un vote négatif. Cette question ne peut être résolue par la pure exégèse des textes ni par l'examen des travaux préparatoires ; il faut adopter une autre méthode en ayant recours surtout aux grands principes du droit international nouveau.

Après le dernier grand cataclysme social, il s'est produit dans la vie des nations plus de changements que dans un siècle en période normale. D'autre part, cette vie évolue de façon vertigineuse ; les rapports entre États sont de plus en plus complexes et variables. Le droit des gens traverse une crise profonde dans ses éléments fondamentaux, ce qui rend nécessaire sa reconstruction. Un droit international nouveau se développe, qui comprend non seulement ladite reconstruction mais aussi les aspects actuels des matières anciennes, ainsi que des matières entièrement nouvelles.

Depuis longtemps, j'ai insisté sur le rôle que doit jouer la Cour dans le renouvellement et le développement du droit international. Un fait tout récent est venu appuyer mon opinion. L'Assemblée générale des Nations unies, en effet, dans sa Résolution 1711 du 14 novembre 1947 a déclaré qu'il est de la plus haute importance, d'une part, que l'interprétation de la Charte repose sur des principes consacrés du droit international et, d'autre part, qu'il soit le plus largement fait appel à la Cour pour le développement progressif de ce droit, tant à l'occasion de litiges entre États qu'en matière d'interprétation constitutionnelle ou de questions de caractère général qui prêtent à des doutes.

J'estime qu'à cet égard la Cour a pleine liberté pour donner passage à l'esprit nouveau qui progresse au contact des conditions nouvelles de la vie internationale : au renouvellement de cette vie doit correspondre un renouvellement du droit des gens.

Pour ce qui concerne l'interprétation des textes légaux, il faut remarquer que si les travaux préparatoires ont, dans certains cas, une grande importance, généralement il n'en est pas ainsi. Le motif réside dans le fait que les délégués, en discutant un sujet, émettent les opinions les plus diverses sur des matières

## INDIVIDUAL OPINION BY M. ALVAREZ.

[*Translation.*]

## I.

I do not agree with the method adopted by the Court in giving the opinion for which it has been asked by the General Assembly of the United Nations.

The Court has inferred from the enumeration of the conditions prescribed in Article 4, paragraph 1, of the Charter for the admission of a State to membership in the United Nations, that nothing else can be adduced to justify a negative vote. This question cannot be answered merely by a clarification of the texts, nor by a study of the preparatory work; another method must be adopted and, in particular, recourse must be had to the great principles of the new international law.

More changes have taken place in international life since the last great social cataclysm than would normally occur in a century. Moreover, this life is evolving at a vertiginous speed: inter-State relations are becoming more and more various and complex. The fundamental principles of international law are passing through a serious crisis, and this necessitates its reconstruction. A new international law is developing, which embodies not only this reconstruction, but also some entirely new elements.

For a long time past I have insisted on the rôle which the Court must play in the renewal and development of international law. A recent event supports my opinion. The General Assembly of the United Nations in its Resolution No. 171 of November 14th, 1947, declares that it is of paramount importance, in the first place, that the interpretation of the Charter should be based on recognized principles of international law and, in the second place, that the Court should be utilized, to the greatest practicable extent, in the progressive development of this law, both in regard to legal issues between States and in regard to constitutional interpretation or to questions of a general nature submitted to it for its opinion.

I hold that in this connexion the Court has a free hand to allow scope to the new spirit which is evolving in contact with the new conditions of international life: there must be a renewal of international law corresponding to the renewal of this life.

With regard to the interpretation of legal texts, it is to be observed that, while in some cases preparatory work plays an important part, as a rule this is not the case. The reason lies in the fact that delegates, in discussing a subject, express the most varied views on certain matters and often without a sufficient knowledge of them;

données et souvent sans une connaissance suffisante de celles-ci ; parfois même, ils changent d'opinion, sans le dire expressément. Les travaux préparatoires de la constitution de l'O. N. U. ont peu de valeur. Outre les considérations précédentes, il faut insister sur le fait qu'une institution, une fois créée, acquiert une vie propre indépendante des éléments qui lui ont donné naissance et qu'elle doit se développer conformément non pas à l'opinion de ceux-ci, mais aux exigences de la vie internationale.

## II.

La question posée à la Cour concernant l'admission de nouveaux États dans l'Organisation des Nations unies, il convient d'avoir présents à l'esprit le caractère de la communauté internationale et la place qu'y occupe cette Organisation.

Par suite du rapprochement croissant des États, qui a produit leur interdépendance de plus en plus grande, l'ancienne *communauté* des nations s'est transformée en une véritable *société* internationale, bien que ne possédant ni pouvoir exécutif, ni pouvoir législatif, ni pouvoir judiciaire, lesquels sont des caractéristiques de la société civile mais pas de la société internationale. Cette société comprend tous les États du monde, sans que soit nécessaire un consentement de leur part ou de celle des autres États ; elle a des buts et des intérêts propres ; les États n'y sont plus souverains absolus mais interdépendants ; ils ont non seulement des droits mais aussi des *devoirs* entre eux ainsi qu'envers ladite société ; enfin, celle-ci est organisée et elle est régie de plus en plus par un droit d'un caractère tout autre que celui du droit traditionnel.

Ce qui précède indique la place qu'occupe l'Organisation des Nations unies dans la société internationale universelle. La création de la Société des Nations a été un grand effort pour organiser cette société, notamment au point de vue du maintien de la paix. L'actuelle Organisation des Nations unies, destinée à la remplacer et qui se propose les mêmes buts, n'est donc qu'une institution à l'intérieur de ladite société internationale universelle.

Les objectifs de cette Organisation ne sont pas limités à plusieurs États ou à un grand nombre d'entre eux, mais ont un caractère universel ; ils se réfèrent au maintien de la paix et au développement de la coopération parmi tous les États du monde ; pour s'en convaincre, il suffit de lire le Préambule et le chapitre premier de la Charte.

Mais pour faire partie de cette Organisation, il est nécessaire que les États fassent une demande d'admission, qu'ils réunissent certaines conditions et que l'Organisation les admette. Les États qui ne sont pas encore Membres de cette Organisation n'ont pas les droits et les devoirs qu'elle a établis, mais ils ont ceux qui s'imposent à eux comme membres de la société universelle des

sometimes also they change their views without expressly saying so. The preparatory work on the constitution of the United Nations Organization is of but little value. Moreover, the fact should be stressed that an institution, once established, acquires a life of its own, independent of the elements which have given birth to it, and it must develop, not in accordance with the views of those who created it, but in accordance with the requirements of international life.

## II.

As the question put to the Court concerns the admission of new States to the United Nations Organization, the character of the international community and the place in it occupied by the Organization must be borne in mind.

As a result of the increasingly closer relations between States, which has led to their ever greater interdependence, the old *community* of nations has been transformed into a veritable international *society*, though it has neither an executive power, nor a legislative power, nor yet a judicial power, which are the characteristics of a national society, but not of international society. This society comprises all States throughout the world, without there being any need for consent on their part or on that of other States; it has aims and interests of its own; States no longer have an absolute sovereignty but are interdependent; they have not only rights, but also *duties* towards each other and towards this society; finally, the latter is organized and governed, to an ever increasing extent, by a law of a character quite different from that of customary law.

The foregoing indicates the place occupied by the United Nations Organization in the universal international society. The creation of the League of Nations constituted a great effort to organize this society, particularly from the standpoint of the maintenance of peace. The present United Nations Organization, which is destined to replace it and has the same aims, is therefore merely an institution within the universal international society.

The aims of this Organization are not confined to certain States or to a great number of States, but are of a world-wide nature. They are concerned with the maintenance of peace and the development of co-operation among all States of the world; it will suffice to read the Preamble and Chapter I of the Charter to appreciate this.

But to become a Member of this Organization, a State must apply for admission, must fulfil certain conditions and must be admitted by the Organization. States which are not yet Members of the Organization have not the rights and duties which it has laid down, but they have these conferred or imposed upon them as members of the universal society of nations. Moreover, such

nations. En outre, ces États peuvent entrer en rapports de toute nature avec ceux faisant partie de l'Organisation des Nations unies, et ces rapports sont régis par le droit international.

### III.

Avant de donner l'avis qui lui a été demandé par l'Assemblée générale des Nations unies, la Cour a dû prendre parti sur le caractère juridique ou politique de la question posée.

La distinction traditionnelle entre le *juridique* et le *politique*, ainsi que celle entre le domaine du *droit* et celui de la *politique*, se trouvent aujourd'hui profondément modifiées. On considérait comme juridiques les matières soumises à des préceptes de droit et comme politiques celles laissées à la libre appréciation des États.

Les rapports entre États sont devenus multiples et complexes ; de ce fait, ils présentent divers aspects à la fois : juridique, politique, économique, social, etc. ; il n'y a donc plus de matières strictement juridiques. En outre, bien des questions considérées comme essentiellement juridiques, telle l'interprétation d'un traité, peuvent, dans certains cas, revêtir un caractère surtout politique, notamment s'il s'agit d'un traité de paix. Et nombre de matières revêtent un double caractère : juridique et politique, principalement celles qui ont trait à l'organisation internationale.

Une nouvelle conception du droit en général, et notamment du droit des gens, se manifeste aussi. A la conception traditionnelle du droit de caractère strictement *juridique* et *individualiste*, se substitue progressivement la suivante : d'abord le droit des gens n'est pas strictement juridique ; il est aussi politique, économique, social et psychologique ; de ce fait, tous les éléments fondamentaux du droit traditionnel individualiste se trouvent profondément modifiés, ce qui rend nécessaire leur reconstruction. Ensuite, le droit des gens de caractère strictement individualiste fait place de plus en plus à celui qu'on peut appeler le *droit d'interdépendance sociale*. Celui-ci est issu non de la spéculation mais des réalités de la vie internationale, ainsi que de la conscience juridique des peuples. La Cour est l'organe le plus autorisé pour exprimer cette conscience juridique, laquelle se manifeste également dans certains traités, dans les dispositions législatives nationales les plus récentes, ainsi que dans certaines résolutions des associations vouées à l'étude du droit des gens.

Ce *droit d'interdépendance sociale* présente diverses caractéristiques dont voici les principales : *a)* il ne s'attache pas seulement à délimiter les droits des États mais surtout à les harmoniser ; *b)* il prend en considération dans chaque matière tous les aspects qu'elle présente ; *c)* il tient largement compte de l'intérêt général ; *d)* il met en relief la notion des *devoirs* des États non seulement entre eux mais envers la société internationale ; *e)* il condamne l'« abus du droit » ; *f)* il se plie aux nécessités de la vie des peuples

States may enter into relations of every kind with those which belong to the United Nations Organization, and these relations are governed by international law.

### III.

Before giving the opinion asked of it by the General Assembly of the United Nations, the Court has had to make up its mind as to the legal or political character of the question put.

The traditional distinction between what is legal and what is political, and between law and politics, has to-day been profoundly modified. Formerly, everything dependent on precepts of law was regarded as legal and anything left to the free will of States was regarded as political.

Relations between States have become multiple and complex. As a result, they present a variety of aspects: legal, political, economic, social, etc.; there are, therefore, no more strictly legal issues. Moreover, many questions regarded as essentially legal, such as the interpretation of a treaty, may, in certain cases, assume a political character, especially in the case of a peace treaty. Again, many questions have both a legal and a political character, notably those relating to international organization.

A new conception of law in general, and particularly of international law, has also emerged. The traditionally *juridical* and *individualistic* conception of law is being progressively superseded by the following conception: in the first place, international law is not strictly juridical; it is also political, economic, social and psychological; hence, all the fundamental elements of traditional individualistic law are profoundly modified, a fact which necessitates their reconstruction. In the next place, strictly individualistic international law is being more and more superseded by what may be termed the *law of social interdependence*. The latter is the outcome, not of theory, but of the realities of international life and of the juridical conscience of the nations. The Court is the most authoritative organ for the expression of this juridical conscience, which also finds expression in certain treaties, in the most recent national legislative measures and in certain resolutions of associations devoted to the study of international law.

This *law of social interdependence* has certain characteristics of which the following are the most essential: (a) it is concerned not only with the delimitation of the rights of States, but also with harmonizing them; (b) in every question it takes into account all its various aspects; (c) it takes the general interest fully into account; (d) it emphasizes the notion of the *duties* of States, not only towards each other but also towards the international society; (e) it condemns the abuse of right; (f) it adjusts itself to the

et évolue avec elle ; de ce fait, il s'harmonise avec la politique ; g) aux facultés que confère le droit strictement juridique il ajoute celle qu'ont les États de faire partie de l'organisation internationale qui s'établit.

Loin donc de s'opposer, comme autrefois, le droit et la politique sont aujourd'hui en relations étroites. Celle-ci n'est pas toujours la politique égoïste et abusive des États ; il y a aussi une politique collective ou individuelle inspirée de l'intérêt général. Cette politique exerce actuellement une influence profonde sur le droit des gens, soit en le confirmant, soit en le vivifiant, soit même en le contrariant quand il apparaît désuet. Elle est aussi un des éléments qui régissent les rapports entre États quand il n'existe pas de préceptes juridiques.

Il est, cependant, toujours nécessaire de faire la distinction entre le juridique et le politique, notamment au point de vue de la compétence de la Cour.

La Charte des Nations unies a fait de ce tribunal un de ses organes (art. 7), et l'article 92 établit qu'il est son principal organe judiciaire. Le Statut de la Cour actuelle, comme celui de la précédente, indique que sa mission est de connaître des affaires juridiques et pas des affaires politiques. Les avis consultatifs qui lui sont demandés doivent aussi porter sur des questions juridiques (articles 36, n° 3, et 96 de la Charte ; article 65 du Statut de la Cour).

Quand une question est soumise à la Cour, celle-ci doit donc décider si l'élément qui y prévaut est juridique et si, en conséquence, elle doit examiner ladite question, ou si c'est l'élément politique qui l'emporte, et alors elle doit se déclarer incompétente.

Dans les matières qu'elle a à examiner, la Cour doit, cependant, prendre en considération tous les aspects qu'elles présentent, y compris l'aspect politique, quand ils sont étroitement liés au juridique. Ce serait une erreur manifeste de vouloir confiner ce tribunal à l'examen des questions sous leur seul aspect juridique, en excluant les autres ; ce serait contredire aux réalités de la vie internationale.

D'après ce qui vient d'être dit, l'interprétation de la Charte constitutionnelle ne peut pas se faire avec un critère strictement juridique ; il faut en employer un autre plus large et faire place, si c'est nécessaire, à des considérations politiques.

La Cour a décidé que la question sur laquelle l'avis consultatif lui a été demandé est juridique parce qu'il s'agit de l'interprétation de la Charte des Nations unies, laquelle est un traité.

En réalité, cette question est juridique et politique à la fois, mais le juridique y prévaut non pas tant parce qu'il s'agit de l'interprétation de la Charte que parce qu'il s'agit de déterminer le *droit* qu'ont les États à devenir Membres de l'Organisation des Nations

necessities of international life and evolves together with it ; accordingly, it is in harmony with policy ; (g) to the rights conferred by strictly juridical law it adds that which States possess to belong to the international organization which is being set up.

Far therefore from being in opposition to each other, law and policy are to-day closely linked together. The latter is not always the selfish and arbitrary policy of States ; there is also a collective or individual policy inspired by the general interest. This policy now exercises a profound influence on international law ; it either confirms it or endows it with new life, or even opposes it if it appears out of date. It is also one of the elements governing the relations between States when no legal precepts exist.

It is however always necessary to differentiate between juridical and political elements, particularly from the standpoint of the Court's jurisdiction.

The United Nations Charter makes the Court one of its organs (Art. 7), and Article 92 lays down that it is its principal judicial organ. The Statute of the present Court, like that of the old, indicates that its task is to hear and determine legal questions, and not political questions. The advisory opinions for which it may be asked must also relate to legal questions (Articles 36, No. 3, and 96 of the Charter ; Article 65 of the Statute of the Court).

When a question is referred to the Court, the latter therefore must decide whether its dominant element is legal, and whether it should accordingly deal with it, or whether the political element is dominant and, in that case, it must declare that it has no jurisdiction.

In the questions which it is called upon to consider, the Court must, however, take into account all aspects of the matter, including the political aspect when it is closely bound up with the legal aspect. It would be a manifest mistake to seek to limit the Court to consideration of questions solely from their legal aspect, to the exclusion of other aspects ; it would be inconsistent with the realities of international life.

It follows from the foregoing that the constitutional Charter cannot be interpreted according to a strictly legal criterion ; another and broader criterion must be employed and room left, if need be, for political considerations.

The Court has decided that the question on which its advisory opinion has been asked is a legal one because it concerns the interpretation of the Charter of the United Nations, which is a treaty.

In reality, this question is both legal and political, but the legal element predominates, not so much because it is a matter of interpreting the Charter but because it is concerned with the problem whether States have a *right* to membership in the

unies s'ils remplissent les conditions exigées par son statut. La matière est, en même temps, politique parce que ce sont les États composant le Conseil de Sécurité et ceux faisant partie de l'Assemblée générale qui apprécient si ces conditions sont ou non remplies par le demandeur.

#### IV.

Pour ce qui concerne les conditions nécessaires que doit remplir tout État désirant être admis dans l'Organisation des Nations unies, elles sont celles indiquées dans l'article 4, alinéa 1, de la Charte. Ces conditions ont un caractère limitatif, car ce sont les seules qu'elle mentionne ; si on avait voulu en exiger d'autres, elle l'aurait dit expressément.

D'autre part, étant donné la nature de la société internationale mondiale, les buts de l'Organisation des Nations unies et sa vocation à l'universalité, on doit considérer que tous les États qui remplissent les conditions exigées par l'article 4 de la Charte ont un *droit* à devenir Membres de cette Organisation. L'exercice de ce droit ne peut pas être entravé par l'exigence d'autres conditions non expressément prévues par la Charte, par le droit des gens ou par une convention, ni pour des motifs d'ordre politique.

Cependant, il faut apprécier dans chaque cas si les conditions d'admission indiquées dans la Charte sont remplies. Les entités qui peuvent faire cette appréciation sont les États composant le Conseil de Sécurité et les membres de l'Assemblée générale. Ils devraient s'inspirer uniquement de considérations de justice et de la bonne foi, c'est-à-dire se borner à examiner si le demandeur réunit les conditions exigées dans l'article 4, alinéa 1. Mais, en fait, ces États s'inspirent surtout de leur propre politique et, en conséquence, sinon directement du moins indirectement, ils exigent parfois de l'État demandeur d'autres conditions que celles prévues dans ledit article 4, en votant contre l'admission si ces conditions ne sont pas remplies. C'est là un « abus du droit » que la Cour doit condamner ; mais actuellement il n'a pas d'autre sanction que la réprobation de l'opinion publique.

Toutefois, il peut se présenter des cas où l'admission d'un État est susceptible d'apporter un trouble dans la situation internationale, ou tout au moins dans l'organisation internationale, par exemple, si cette admission doit donner une influence très grande à certains groupes d'États ou produire de profondes divergences entre eux. Par suite, même si les conditions d'admission sont remplies par l'État demandeur, on pourra refuser de l'admettre. Dans de pareils cas, la question n'est plus juridique ; elle devient politique et doit être considérée comme telle. Si ce cas concret se présente devant la Cour, celle-ci doit se déclarer incompétente.

United Nations Organization if they fulfil the conditions required by the Statute of the Organization. The question is at the same time a political one, because it is the States comprising the Security Council and those belonging to the General Assembly which determine whether these conditions are, or are not, fulfilled by the applicant.

#### IV.

As regards the essential conditions to be fulfilled by every State desiring to be admitted to membership in the United Nations Organization, these are prescribed in Article 4, paragraph 1, of the Charter. These conditions are exhaustive because they are the only ones enumerated. If it had been intended to require others, this would have been expressly stated.

Moreover, having regard to the nature of the universal international society, the purposes of the United Nations Organization and its mission of universality, it must be held that all States fulfilling the conditions required by Article 4 of the Charter have a *right* to membership in that Organization. The exercise of this right cannot be blocked by the imposition of other conditions not expressly provided for by the Charter, by international law or by a convention, or on grounds of a political nature.

Nevertheless, it has to be judged in each case whether the conditions of admission required by the Charter are fulfilled. The units which may form this judgment are the States composing the Security Council and the members of the General Assembly. They must be guided solely by considerations of justice and good faith, i.e., they must confine themselves to considering whether the applicant fulfils the conditions required by Article 4, paragraph 1. In actual fact, however, these States are mainly guided by considerations of their own policy and, consequently, if not directly, at all events indirectly, they sometimes require of an applicant conditions other than those provided for in Article 4, since they vote against its admission if such other conditions are not fulfilled. That is an abuse of right which the Court must condemn; but at the present time no sanction attaches to it save the reprobation of public opinion.

Nevertheless, cases may arise in which the admission of a State is liable to disturb the international situation, or at all events the international organization, for instance, if such admission would give a very great influence to certain groups of States, or produce profound divergencies between them. Consequently, even if the conditions of admission are fulfilled by an applicant, admission may be refused. In such cases, the question is no longer a legal one; it becomes a political one and must be regarded as such. In a concrete case of this kind, the Court must declare that it has no jurisdiction.

La prétention d'un Membre de l'Organisation des Nations unies, qui reconnaît que les conditions de l'article 4 de la Charte sont remplies par l'État demandeur, de subordonner son vote affirmatif à la condition que, en même temps que celui-ci, d'autres États soient également admis, est un procédé contraire à la lettre et à l'esprit de la Charte. Cependant, une telle exigence peut être justifiée exceptionnellement, par exemple dans le cas de la demande d'admission de deux ou plusieurs États nés simultanément par suite de la disparition de l'État ou de la colonie dont ils faisaient partie. Il est naturel alors que leurs admissions soient prises en considération en même temps.

## V.

En raison de tout ce qui précède, j'estime que les réponses suivantes s'imposent pour les questions concrètes contenues dans la demande d'avis consultatif adressée à la Cour :

1° Aucun État n'est *juridiquement* fondé à faire dépendre son consentement à l'admission d'un nouveau Membre dans l'Organisation des Nations unies de conditions non expressément prévues dans l'article 4, alinéa 1, de la Charte.

2° Un État ne peut pas, alors qu'il reconnaît que les conditions exigées par l'article 4, alinéa 1, de la Charte sont remplies par l'État demandeur, subordonner son vote affirmatif à la condition que, en même temps que celui-ci, d'autres États soient également admis comme Membres des Nations unies. Toutefois, dans des cas exceptionnels, une telle exigence peut être justifiée.

Aux conclusions précédentes, il y a lieu d'ajouter la suivante, qui en découle :

S'il y a plusieurs demandes d'admission simultanées, chacune d'elles doit être examinée séparément, sauf dans des cas exceptionnels : il n'y a aucun motif pour qu'on leur donne un caractère de corrélation que la Charte ne prévoit pas.

L'exposé qui précède montre clairement l'importance de la nouvelle méthode indiquée plus haut, ainsi que du rôle que la Cour est appelée à jouer dans le développement de la vie internationale et du droit des gens. A la suite de la Résolution 171 du 14 novembre 1947 de l'Assemblée générale des Nations unies, cette méthode et ce rôle sortent du terrain scientifique pour entrer dans la pratique.

(Signé) ALVAREZ.

A claim by a Member of the United Nations Organization, which recognizes the conditions of Article 4 of the Charter to be fulfilled by an applicant State, to subject its affirmative vote to the condition that other States be admitted to membership together with this applicant, would be an act contrary to the letter and spirit of the Charter. Nevertheless, such a claim may be justified in exceptional circumstances, for instance, in the case of applications for admission by two or more States simultaneously brought into existence as the result of the disappearance of the State or colony of which they formed part. It is natural in that case that their admission should be considered simultaneously.

#### V.

Having regard to the foregoing, I consider that the following replies should be given to the actual questions put in the request for an advisory opinion addressed to the Court :

1° No State is *juridically* entitled to make its consent to the admission of a new Member to the United Nations Organization dependent on conditions not expressly provided for by Article 4, paragraph 1, of the Charter.

2° A State may not, while recognizing the conditions required by Article 4, paragraph 1, of the Charter, to be fulfilled by the applicant State, subject its affirmative vote to the condition that other States be admitted to membership in the United Nations together with that State. Nevertheless, in exceptional cases, such a claim may be justified.

To the above conclusions the following, which ensues from them, should be added :

If there are several simultaneous applications for admission, each must be considered separately, save in exceptional circumstances : there is no ground for establishing a connexion between them not contemplated by the Charter.

The foregoing statement clearly demonstrates the importance of the new method indicated above, and of the rôle which the Court is called upon to play in the development of international life and of international law. In consequence of Resolution 171 of November 14th, 1947, adopted by the General Assembly of the United Nations, this method and this rôle emerge from the domain of doctrine and become applicable in practice.

(Signed) ALVAREZ.